

CASSATION PARTIELLE

M. BONNAL président,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE,
DU 11 OCTOBRE 2022

M. Saïd [REDACTED] a formé un pourvoi contre l'arrêt de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Nancy, en date du 1^{er} juillet 2021, qui, dans l'information suivie contre lui des chefs, notamment, d'association de malfaiteurs et infractions à la législation sur les stupéfiants, a prononcé sur sa demande d'annulation de pièces de la procédure.

Par ordonnance en date du 22 novembre 2021, le président de la chambre criminelle a prescrit l'examen immédiat du pourvoi.

Un mémoire a été produit.

Sur le rapport de Mme Ménotti, conseiller, les observations de la SCP Spinosi, avocat de M. Saïd [REDACTED], et les conclusions de M. Croizier, avocat général, après débats en l'audience publique du 13 septembre 2022 où étaient présents M. Bonnal, président, Mme Ménotti, conseiller rapporteur, Mme Labrousse, conseiller de la chambre, et Mme Lavaud, greffier de chambre,

la chambre criminelle de la Cour de cassation, composée en application de l'article 567-1-1 du code de procédure pénale, des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu le présent arrêt.

Faits et procédure

1. Il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure ce qui suit.
2. Lors d'une enquête préliminaire diligentée par la juridiction inter-régionale spécialisée (JIRS) de Lille pour des faits d'association de malfaiteurs et d'infractions aux règles de cryptologie, un dispositif de captation des données informatiques sur un serveur alimentant un réseau de téléphones cryptés a été mis en oeuvre, en application de l'article 706-102-1 du code de procédure pénale. La captation des données informatiques a révélé l'interaction de quatre utilisateurs de téléphone cryptés utilisant des pseudonymes et s'adonnant au trafic de stupéfiants sur le secteur strasbourgeois.
3. Le 30 avril 2020, le procureur de la République de la JIRS de Lille a adressé au procureur de la JIRS de Nancy des éléments relatifs aux quatre utilisateurs de téléphone cryptés, parmi lesquels M. Saïd [REDACTED].
4. Le 13 mai suivant, une information judiciaire a été ouverte à Nancy pour des faits de trafic de stupéfiants et le 23 juin 2020, M. [REDACTED] a été interpellé, puis mis en examen des chefs d'importation de stupéfiants en bande organisée, de participation à une association de malfaiteurs, de détention d'armes et de munitions de catégorie B, en état de récidive légale.
5. Le 23 décembre 2020, il a présenté une requête en nullité.

Examen des moyens

Sur le quatrième moyen

6. Il n'est pas de nature à permettre l'admission du pourvoi au sens de l'article 567-1-1 du code de procédure pénale.

Sur le premier moyen

Enoncé du moyen

7. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté le moyen de nullité tiré de l'illégalité des opérations d'interception et de captation effectuées sur le fondement de l'article 706-102-1 du code de procédure pénale, alors « qu'il ne peut y avoir d'ingérence d'une autorité publique dans l'exercice du droit au respect de sa vie privée que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi, celle-ci devant ainsi faire l'objet d'un encadrement légal spécifique et précis ; qu'est ainsi exclue l'interprétation extensive d'un dispositif légal en place, pour justifier, au besoin, le recours à des procédés qu'il ne prévoit pas ; que les dispositions de l'article 706-102-1 du code de procédure pénale

prévoient un dispositif technique de captation des données informatiques ayant pour seule vocation de permettre l'accès, l'enregistrement, la conservation et la transmission de données d'un système informatique, à l'exclusion des données en cours de circulation ; qu'en rejetant le moyen de nullité tiré de l'illégalité des opérations d'interception et de captation effectuées, lorsqu'il ressort des pièces de la procédure qu'outre l'interception de données en transit, il a été ordonné, d'une part, la mise en place d'un dispositif de « blocage des opérations » auprès de différents prestataires, de nature à affecter le nom de domaine, la résolution DNS et l'infrastructure réseau en place, et d'autre part, des opérations de « redirection des flux », lesquelles consistent en une « modification des règles de routage du réseau », de telles opérations s'analysant comme des opérations de modifications du système de traitement automatisé de données, et ce notamment afin de s'y maintenir sans être repéré, de sorte qu'elles ne rentraient manifestement pas dans le champ d'application de l'article 706-102-1, sur le fondement duquel elles ont pourtant été entreprises, la chambre de l'instruction a violé les principes et dispositions susvisées. »

Réponse de la Cour

8. Pour écarter le moyen de nullité tiré de ce que l'article 706-102-1 du code de procédure pénale n'autorise que la captation des données informatiques stockées, à l'exclusion des données en cours de transmission, et ne permet pas la mise en place d'un dispositif de blocage des opérations et de redirection des flux, l'arrêt attaqué énonce que le texte ne fait aucune distinction entre les différents types de données informatiques et que les opérations de blocage et de redirection des flux n'ont constitué que des opérations techniques préalables à la mise en oeuvre de la captation des données informatiques.

9. En statuant ainsi, la chambre de l'instruction a fait l'exacte application des textes visés au moyen.

10. En premier lieu, il n'y a pas à faire de distinction là où l'article 706-102-1 susvisé n'en fait pas.

11. En second lieu, l'opération de captation suppose que les administrateurs de la solution de chiffrement en cause ne soient pas mis en mesure de neutraliser l'action des enquêteurs, notamment en redirigeant les accès vers un autre serveur.

12. Ainsi, le moyen doit être écarté.

Sur le deuxième moyen

Énoncé du moyen

13. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté le moyen de nullité tiré de l'absence de versement à la procédure de pièces issues de la procédure souche, alors « que, l'ensemble des actes à la disposition des autorités de poursuites, et de nature à influencer sur l'issue du litige, doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle efficace de la part de la juridiction saisie, lequel ne saurait aller sans le versement de ces éléments en procédure ; qu'il en est tout particulièrement ainsi des pièces expressément identifiées comme déterminantes de la régularité de la procédure ; que la chambre de l'instruction ne pouvait, sans violer ce principe ainsi que les articles 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, préliminaire, 591 et 593 du code de procédure pénale, rejeter le moyen de nullité tiré de l'absence de versement de l'intégralité des éléments de l'enquête préliminaire (UNA 70279/0140/2018) diligentée par la cellule EMMA 95 sous l'égide de la JIRS, dans le cadre de laquelle les mesures de captation de données informatiques déterminantes ont été opérées, et plus particulièrement des pièces 23-137 à 23-149 de cette procédure, lorsqu'il ressortait expressément des éléments de la procédure que ces dernières en déterminaient directement la régularité. »

Réponse de la Cour

14. Pour rejeter le moyen de nullité tiré de la connaissance insuffisante des éléments issus de la procédure antérieure au dessaisissement de la JIRS de Lille, l'arrêt retient que l'ensemble des pièces de la procédure lilloise versées au dossier a permis, tant aux personnes mises en examen qu'à la chambre de l'instruction, d'apprécier la régularité et la loyauté des éléments initialement recueillis, sans qu'il y ait eu une quelconque atteinte à leurs droits fondamentaux.

15. Les juges ajoutent que les utilisateurs ciblés dans les pièces 23-137 à 23-149, cités dans le soit-transmis du 30 avril 2020 sont les utilisateurs de téléphones cryptés sous les pseudonymes « [REDACTED] », « [REDACTED] », « [REDACTED] » et « [REDACTED] ».

16. En l'état de ces énonciations, la chambre de l'instruction a justifié sa décision.

17. En effet, et contrairement à ce qu'elle soutient, la personne mise en examen a bien eu communication des pièces 23-137 à 23-149 jointes au soit-transmis du 30 avril 2020 (D3256 et suivant).

18. Par ailleurs, elle ne formule aucune interrogation dont la réponse résulterait de pièces de l'enquête préliminaire non versées aux débats.

19. Dès lors, le moyen n'est pas fondé.

Sur le troisième moyen

Enoncé du moyen

20. Le moyen critique l'arrêt attaqué en ce qu'il a rejeté le moyen de nullité tiré de l'irrégularité du recours aux moyens de l'Etat soumis au secret de la défense nationale, alors :

« 1°/ qu'en édictant les dispositions des articles 706-102-1 et 230-1 et suivants du code de procédure pénale - lesquelles permettent au procureur de la République ou au juge d'instruction de procéder à la mise en place d'un dispositif technique ayant pour objet la captation de données informatiques, par le recours aux moyens de l'Etat soumis au secret de la défense nationale – le législateur a, d'une part, méconnu sa propre compétence en affectant des droits et libertés que la Constitution garantit, en l'occurrence, les droits de la défense, les principes de l'égalité des armes et du contradictoire ainsi que le droit à un recours effectif, en ce qu'il s'est totalement abstenu de prévoir des garanties légales suffisantes et adéquates concernant le recours à ces moyens, ne fixant aucun critère pour y recourir, et ne prévoyant aucun contrôle a priori ou a posteriori pour encadrer cette décision, laquelle apparaît ainsi purement discrétionnaire, au surplus, sans contrôle préalable par une juridiction indépendante lorsque la mesure est édictée par le seul procureur, et, d'autre part, porté une atteinte injustifiée et disproportionnée à l'ensemble de ces mêmes droits et libertés que la Constitution garantit ; que consécutivement à la déclaration d'inconstitutionnalité qui interviendra, l'arrêt attaqué se trouvera privé de base légale ;

2°/ qu'en tout état de cause, en cas de recours aux moyens de l'Etat soumis au secret de la défense nationale, et sous réserve du respect des obligations qui en découlent, les résultats obtenus sont accompagnés des indications techniques utiles à la compréhension et à leur exploitation ainsi que d'une attestation visée par le responsable de l'organisme technique certifiant la sincérité des résultats transmis ; qu'en se bornant, pour rejeter le moyen de nullité tiré de la violation de ces dispositions, à affirmer qu' « il est cohérent que le service du C3N oppose le secret de la défense nationale sur certains points aux demandes d'explication technique [...] à défaut de quoi une violation du secret de la défense nationale serait susceptible d'être relevée » (arrêt, p. 38), lorsqu'il ressort des pièces de la procédure qu'outre l'absence d'indications techniques, laquelle peut se justifier par les considérations invoquées, aucune attestation de sincérité des résultats n'a été délivrée, une telle attestation ne faisant pourtant, par nature, courir aucun risque d'une

telle révélation, de sorte qu'aucune des exigences, pourtant cumulatives, de l'article 230-3 du code de procédure pénale n'a été respectée, la chambre de l'instruction a violé les articles 230-3, 706-102-1, 591 et 593 du code de procédure pénale. »

Réponse de la Cour

Sur le moyen, pris en sa première branche

21. Saisi par la Cour de cassation d'une question prioritaire de constitutionnalité portant sur l'article 706-102-1 du code de procédure pénale renvoyant à l'article 230-1 dudit code, le Conseil constitutionnel a, par décision n° 2022-987 du 8 avril 2022, déclaré conforme à la Constitution la seconde phrase du second alinéa de l'article 706-102-1 du code de procédure pénale, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice.

22. Dès lors, le moyen fondé sur l'inconstitutionnalité de ces dispositions sera écarté.

Mais sur le moyen, pris en sa seconde branche

Vu les articles 230-3 et 593 du code de procédure pénale :

23. Aux termes du premier de ces articles, sous réserve des obligations découlant du secret de la défense nationale, les résultats sont accompagnés des indications techniques utiles à la compréhension et à leur exploitation, ainsi que d'une attestation visée par le responsable de l'organisme technique certifiant la sincérité des résultats transmis. Les éléments ainsi obtenus font l'objet d'un procès-verbal de réception et sont versés au dossier de la procédure.

24. En vertu du second, tout jugement ou arrêt doit comporter les motifs propres à justifier la décision et répondre aux articulations essentielles des mémoires des parties. L'insuffisance ou la contradiction des motifs équivaut à leur absence.

25. Pour écarter le moyen de nullité des opérations de captation de données informatiques, pris de l'absence à la procédure des éléments ci-dessus visés, l'arrêt énonce que les indications techniques relatives à la compréhension et l'exploitation des résultats, ainsi que l'attestation certifiant la sincérité des résultats transmis, visée par le responsable de l'organisme technique, ne sont prévues par le texte que « sous réserve des obligations découlant du secret de la défense nationale ».

26. Les juges ajoutent qu'il est cohérent que le Centre de lutte contre les criminalités numériques oppose le secret de la défense nationale sur certains points relatifs aux demandes d'explications techniques formulées dans l'arrêt avant dire droit du 15 avril 2021, à défaut de quoi une violation du secret de la défense nationale serait susceptible d'être relevée.

27. En prononçant ainsi uniquement sur l'absence à la procédure des indications techniques, sans répondre aux conclusions du requérant qui invoquait l'absence de l'attestation visée par le responsable de l'organisme technique certifiant la sincérité des résultats transmis, la chambre de l'instruction, à qui il appartenait, le cas échéant, de solliciter, en application de l'article 201 du code de procédure pénale, le versement de cette pièce à la procédure, n'a pas justifié sa décision.

28. Il s'ensuit que la cassation est encourue de ce chef.

PAR CES MOTIFS, la Cour :

CASSE et ANNULE l'arrêt susvisé de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Nancy, en date du 1^{er} juillet 2021, mais en ses seules dispositions ayant prononcé sur le moyen de nullité pris de la violation de l'article 230-3 du code de procédure pénale ;

Et pour qu'il soit à nouveau statué, conformément à la loi, dans les limites de la cassation ainsi prononcée,

RENVOIE la cause et les parties devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Metz, à ce désigné par délibération spéciale prise en chambre du conseil ;

ORDONNE l'impression du présent arrêt, sa transcription sur les registres du greffe de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Nancy, et sa mention en marge ou à la suite de l'arrêt partiellement annulé ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, chambre criminelle, et prononcé par le président le onze octobre deux mille vingt-deux.

Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
N° 5448
18-10-2022



007210604

CLASE 8.^a

Nº M 21-85.148 F-D

Nº 01226

SL2

11 DE OCTUBRE DE 2022

CASACIÓN PARCIAL

M. BONNAL presidente,

REPÚBLICA FRANCESA

EN NOMBRE DEL PUEBLO FRANCÉS

FALLO DEL TRIBUNAL DE CASACIÓN, SALA CRIMINAL,
DEL 11 DE OCTUBRE DE 2022

Don Saïd [REDACTED] ha interpuesto un recurso contra el fallo de la sala de instrucción del tribunal de apelación de Nancy, con fecha de 1 de julio de 2021, que, en la información seguida contra él por los cargos, sobre todo, de asociación de malhechores e infracciones de la legislación sobre estupefacientes, ha pronunciado a petición suya la anulación de los documentos del procedimiento.

A través del auto con fecha de 22 de noviembre de 2021, el presidente de la sala criminal ordenó examinar inmediatamente el recurso.

Se presentó una memoria.

Sobre el informe de Doña Ménotti, asesora, las observaciones de la SCP Spinosi, abogado de Don Saïd [REDACTED] y las conclusiones de Don Croizier, abogado general, tras los debates en la audiencia pública del 13 de septiembre de 2022 en los que estaban presentes Don Bonnal, presidente, Doña Ménotti, asesora ponente, Doña Labrousse, asesora de la sala, y Doña Lavaud, secretaria judicial de la sala,

la sala criminal del Tribunal de casación, compuesta en aplicación del artículo 567-1-1 del código de procedimiento penal, por el presidente y por los asesores citados anteriormente, tras haber deliberado acerca de ello de conformidad con la ley, ha dictado el siguiente fallo.

Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
Nº 5448



007210605

CLASE 8.^a

2

1226

Hechos y procedimiento

1. Se desprende del fallo recurrido y de los documentos del procedimiento, lo siguiente.
2. A la hora de realizar una investigación preliminar diligenciada por la jurisdicción interregional especializada (JIRS) de Lille por hechos de asociación de malhechores e infracciones a las reglas de criptología, un dispositivo de captación de datos informáticos sobre un servidor que alimenta una red de teléfonos encriptados ha sido puesta en práctica, en aplicación del artículo 706-102-1 del Código de procedimiento penal. La captación de datos informáticos ha revelado la interacción de cuatro usuarios de teléfono encriptados que utilizan pseudónimos y que se dedican al tráfico de estupefacientes en el sector estrasburgués.
3. El 30 de abril de 2020, el fiscal de la República de la JIRS de Lille le ha enviado al fiscal de la JIRS de Nancy elementos relativos a los cuatro usuarios de teléfono encriptados, entre los cuales se encuentra Don Saïd [REDACTED].
4. El 13 de mayo siguiente, una información judicial se abrió en Nancy por hechos de tráfico de estupefacientes y el 23 de junio de 2020, Don [REDACTED] fue interpelado, e imputado por los cargos de importación de estupefacientes en banda organizada, participación en una asociación de malhechores, posesión de armas y municiones de categoría B, en situación de reincidencia legal.
5. El 23 de diciembre de 2020, se presentó una petición de nulidad.

Examen de los medios

Sobre el cuarto medio

6. Su naturaleza no permite la admisión del recurso de conformidad con el artículo 576-1-1 del código de procedimiento penal.

Sobre el primer medio

Enunciado del medio

7. El medio critica el fallo recurrido ya que ha rechazado el medio de nulidad extraído de la ilegalidad de las operaciones de interceptación y de la captación efectuadas sobre el fundamento del artículo 706-102-1 del código de procedimiento penal, y eso que no puede haber injerencia de una autoridad pública en el ejercicio del derecho al respecto de su vida privada, que aunque esta injerencia esté prevista por ley, esta debe ser objeto de un marco legal específico y preciso; que se excluye pues la interpretación extensiva de un dispositivo legal implantado, para justificar, en caso de que sea necesario, el tener que recurrir a procedimientos que no prevé; que las disposiciones del artículo 706-102-1 del código de procedimiento penal

Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
N° 5448



CLASE 8.^a



007210606

prevén un dispositivo técnico de captación de los datos informáticos que tienen como única vocación permitir el acceso, el registro, la conservación y la transmisión de los datos de un sistema informático, excluyendo los datos en curso de circulación; que rechazado el medio de nulidad extraído de la ilegalidad de las operaciones de intercepción y de captación efectuados, cuando se desprende de los documentos del procedimiento que aparte de la intercepción de datos en tránsito, se ha ordenado, por una parte, la aplicación de un dispositivo de « bloqueo de las operaciones » ante diferentes prestatarios, cuya naturaleza pueda afectar al nombre del dominio, la resolución DNS y la infraestructura de red in situ, y por otra, las operaciones de « redirección de los flujos », los cuales consisten en una « modificación de las reglas de enrutamiento de la red », y tales operaciones se analizan como operaciones de modificaciones del sistema de tratamiento automatizado de datos, y ello sobre todo a fin de mantenerse sin ser detectado, de tal manera que no entrarían manifiestamente en el campo de aplicación del artículo 706-102-1, sobre cuya base han sido interpuestas, la sala de instrucción ha violado los principios y disposiciones mencionadas más arriba. »

Respuesta del Tribunal

8. Para descartar el medio de nulidad extraído que dice que el artículo 706-102-1 del código de procedimiento penal solo autoriza la captación de los datos informáticos almacenados, excluyendo los datos en curso de transmisión, y no permite la aplicación de un dispositivo de bloqueo de las operaciones y de redirección de los flujos, el fallo recurrido enuncia que el texto no hace ninguna distinción entre los diferentes tipos de datos informáticos y que las operaciones de bloqueo y de redirección de los flujos no han constituido más que operaciones técnicas previas a la puesta en obra de la captación de datos informáticos.

9. Resolviendo así, la sala de instrucción ha aplicado exactamente los textos contemplados en el medio.

10. En primer lugar, no hay que hacer distinción ahí donde el artículo 706-102-1 mencionado más arriba no lo hace.

11. En segundo lugar, la operación de captación supone que los administradores de la solución de la codificación en cuestión no queden en una situación tal que pueda neutralizar la acción de los encuestadores, especialmente redirigiendo los accesos hacia otro servidor.

12. De esta manera, el medio debe ser descartado.

Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
N° 5448



CLASE 8.^a



007210607

Sobre el primer medio

Enunciado del medio

13. El medio critica el fallo recurrido ya que ha rechazado el medio de nulidad extraído de la ausencia de aportación al procedimiento de los documentos procedentes del procedimiento original, mientras « que, el conjunto de los actos a disposición de las autoridades de inspección, y cuya naturaleza puede influir sobre la salida del litigio, deberán poder ser objeto de un control eficaz por parte de la jurisdicción competente, la cual no podría funcionar si no se presentaran estos elementos en el procedimiento; esto es particularmente así por lo que respecta a los documentos expresamente identificados como determinantes de la regularidad del procedimiento; que la sala de instrucción no podía, sin violar este principio, así como los artículos 6 del Convenio europeo de los derechos humanos, preliminar, 591 y 593 del código de procedimiento penal, rechazar el medio de nulidad extraído de la ausencia de aportación de la totalidad de los elementos de la investigación preliminar (UNA 70279/0140/2018) diligenciada por la célula EMMA 95 bajo la égida de la JIRS, en el marco de la cual las medidas de capacitación de los datos informáticos determinante han sido operados, y más particularmente de los documentos 23-137 a 23-149 de este procedimiento, cuando se desprendía expresamente de los elementos del procedimiento que estos determinaban directamente la regularidad. »

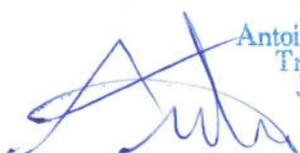
Respuesta del Tribunal

14. Para rechazar el medio de nulidad extraído de un conocimiento insuficiente de los elementos procedentes del procedimiento anterior a la declaración de incompetencia de la JIRS de Lille, el fallo determina que el conjunto de los documentos del procedimiento de Lille presentados en el informe ha permitido, tanto a las personas imputadas como a la sala de instrucción, apreciar la regularidad y la lealtad de los elementos recogidos inicialmente, sin que se haya atentado contra sus derechos fundamentales.

15. Los jueces añaden que los usuarios señalados en los documentos 23-137 a 23-149, citados en el documento a cursar del 30 de abril de 2020 son los usuarios de los teléfonos encriptados bajo los pseudónimos « [REDACTED] », « [REDACTED] », « [REDACTED] », « [REDACTED] » y « [REDACTED] ».

16. En el estado de estos enunciados, la sala de instrucción ha justificado su resolución.

17. En efecto, y al contrario de lo que sostiene, la persona imputada ha recibido efectivamente la comunicación de los documentos 23-137 a 23-149 adjuntos al documento que debe ser transmitida del 30 de abril de 2020 (D3256 y siguiente).


Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
N° 5448



007210608

CLASE 8.^a

5

1226

18. Por otra parte, no formula ninguna interrogación cuya respuesta resultara de los documentos de la investigación preliminar que no hubiesen sido vertidos en los debates.

19. Por lo tanto, el medio no está fundado.

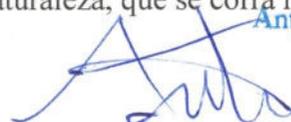
Sobre el tercer medio

Enunciado del medio

20. El medio critica el fallo recurrido ya que ha rechazado el medio de nulidad extraído de la irregularidad del recurso en los medios del Estado sometido al secreto de la defensa nacional, mientras que:

« 1º promulgando las disposiciones de los artículos 706-102-1 y 230-1 y siguientes del código de procedimiento penal - los cuales le permiten al fiscal de la República o al juez de instrucción que proceda a la implantación de un dispositivo técnico que tenga por objeto la captación de los datos informáticos, recurriendo a los medios del Estado sometidos al secreto de la defensa nacional – por una parte, el legislador ha desconocido su propia competencia asignando derechos y libertades que la Constitución garantiza, en este caso, los derechos de la defensa, los principios de la igualdad de armas y del contradictorio así como el derecho a un recurso efectivo, ya que se ha abstenido totalmente de prever garantías legales suficientes y adecuadas en relación con el hecho de recurrir a estos medios, no fijando ningún criterio para recurrir a ellos, y no ha previsto ningún control a priori o a posteriori para enmarcar esta decisión, la cual resulta ser puramente discrecional, además, sin control previo por parte de una jurisdicción independiente cuando la medida sea dictada por el único fiscal, y, por otra parte, atente de manera injustificada y desproporcionada contra el conjunto de estos mismos derechos y libertades que la Constitución garantiza; que consecutivamente a la declaración de inconstitucionalidad que tenga lugar; el fallo recurrido se encontrará privado de base legal;

2º que en cualquier caso, en caso de recurrir a los medios del Estado sometidos al secreto de defensa nacional y bajo reserva del respeto de las obligaciones que se desprenden de ello, los resultados obtenidos vienen acompañados por las indicaciones técnicas útiles para comprenderlos y explotarlos así como de un certificado visado por el responsable del organismo técnico que certifique la sinceridad de los resultados transmitidos; que limitándose, para rechazar el medio de nulidad extraído de la violación de estas disposiciones, a afirmar que « es coherente con el servicio del C3N oponer el secreto de la defensa nacional en ciertos puntos a las demandas de explicación técnica [...] a falta de lo cual una violación del secreto de la defensa nacional sería susceptible de ser determinada » (fallo, p. 38), cuando resulta de los documentos del procedimiento que además de la ausencia de indicaciones técnicas, la cual puede justificarse a través de las consideraciones invocadas, ningún certificado de sinceridad de los resultados ha sido expedido, dicho certificado no hará, por su naturaleza, que se corra ningún riesgo de


Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
Nº 5448



007210609

CLASE 8.^a

6

1226

que se produzca tal revelación, de tal manera que ninguna de las exigencias, que son acumulativas, del artículo 230-3 del código de procedimiento penal, han sido respetadas, la sala de instrucción ha violado los artículos 230-3, 706-102-1, 591 y 593 del código de procedimiento penal.»

Respuesta del Tribunal

Sobre el medio, tomado en su primera rama

21. A la que el Tribunal de casación le encomienda una cuestión prioritaria de constitucionalidad en relación con el artículo 706-102-1 del código de procedimiento penal que remite al artículo 230-1 de dicho código, el Consejo constitucional, a través de la resolución nº 2022-987 del 8 de abril de 2022, ha declarado conforme a la Constitución la segunda frase del segundo párrafo del artículo 706-102-1 del código de procedimiento penal, en su redacción resultante de la ley nº 2019-222 del 23 de marzo de 2019 de programación 2018-2022 y de reforma por la justicia.

22. A partir de entonces, el medio fundado sobre la inconstitucionalidad de estas disposiciones se descartará.

Pero sobre el medio, tomado en su segunda rama.

Vistos los artículos 230-3 y 593 del código de procedimiento penal:

23. Según los términos de estos artículos, bajo reserva de las obligaciones que se derivan del secreto de la defensa nacional, los resultados irán acompañados por las indicaciones técnicas útiles para su comprensión y exportación, así como por un certificado visado por el responsable del organismo técnico que certifique la sinceridad de los resultados transmitidos. Los elementos obtenidos así son objeto de un acta de recepción y se transfieren al expediente del procedimiento.

24. En virtud del segundo, toda sentencia o decreto debe incluir los motivos propios que justifiquen la resolución y responder a las articulaciones esenciales de las memorias de las partes. La insuficiencia o la contradicción de los motivos equivale a su ausencia.

25. Para descartar el medio de nulidad de las operaciones de captación de datos informáticos, tomados de la ausencia en el procedimiento de los elementos contemplados más arriba, el decreto enuncia que las indicaciones técnicas relativas a la comprensión y a la explotación de los resultados, así como el certificado que certifique la sinceridad de los resultados transmitidos, contemplado por el responsable del organismo técnico, solo están previstos por el texto « bajo reserva de las obligaciones que se desprenden del secreto de defensa nacional ».


Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
Nº 5448



007210610

CLASE 8.^a

7

1226

26. Los jueces añaden que es coherente que el centro de lucha contra las criminalidades digitales oponga el secreto de defensa nacional sobre ciertos puntos relativos a las solicitudes de explicaciones técnicas formuladas en el fallo antes de la sentencia del 15 de abril de 2021, a falta de lo cual se podría dar una violación de la defensa nacional.

27. Pronunciando así únicamente sobre la ausencia en el procedimiento de las indicaciones técnicas, sin responder a las conclusiones del requirente que invoca la ausencia del certificado visado por el responsable del organismo técnico que certifica la sinceridad de los resultados transmitidos, la sala de instrucción, a quien le corresponde, en su caso, solicitar, en aplicación del artículo 201 del código de procedimiento penal, que se aporte este documento al procedimiento, no ha justificado su resolución.

28. Se deduce que se incurre en casación por esta causa.

POR ESTOS MOTIVOS, el Tribunal:

CASA y ANULA el fallo mencionado más arriba de la sala de instrucción del tribunal de apelación de Nancy, con fecha de 1 de julio de 2021, pero en sus únicas disposiciones pronunciadas sobre el medio de nulidad tomado por haber violado el artículo 230-3 del código de procedimiento penal;

Y para que se resuelva de nuevo, de conformidad con la ley, dentro de los límites de la casación que se ha pronunciado así.

REMITE la causa y las partes ante la sala de la instrucción del tribunal de apelación de Metz, designado en este caso por la deliberación especial que se ha tomado en la sala del consejo;

ORDENA la impresión del presente fallo, su transcripción en los registros de la secretaría judicial de la sala de instrucción del Tribunal de Nancy y su nota al margen o a continuación del fallo parcialmente anulado;

Así ha sido juzgado por el Tribunal de casación, sala criminal, y pronunciado por el presidente el once de octubre de dos mil veintidós.

DECLARACIÓN JURADA

Don Antoine García Belleville, Traductor-Intérprete Jurado de francés, en virtud de título otorgado por el Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación, certifica que la que antecede es traducción fiel y exacta al español de un documento redactado en francés.

En Elda, a 18 de octubre de 2022

Antoine Jean García Belleville
Traductor - Intérprete
Jurado de Francés
Nº 5448

Firmado por GARCIA BELLEVILLE
ANTOINE JEAN - 44773501E el
día 18/10/2022 con un
certificado emitido por AC
FNMT Usuarios